

*L'Adresse—M. Gillespie*

Le Gouvernement entend poursuivre résolument, de concert avec les provinces, son objectif d'indépendance en matière d'énergie, plus particulièrement en encourageant les programmes de prospection et d'économie qui permettront de réduire notre dépendance de l'étranger pour le pétrole. On encouragera encore plus la mise au point de techniques d'économie de l'énergie, ainsi que l'exploitation de sources d'énergie renouvelables, et de l'énergie solaire.

Mes observations porteront sur cet extrait du discours du trône que je viens de citer. Je suppose qu'il y a 110 ans, ce sont les politiques de transport, les décisions prises en ce domaine et les entreprises de transport, comme le CP, qui ont forgé les liens pour unir notre pays et établir l'armature de notre développement économique. Ces politiques et entreprises sont, bien sûr, encore essentielles à l'avenir économique du pays et à son unité. Mais, de plus en plus, je crois, les Canadiens reconnaissent l'importance des politiques dans un nouveau secteur, celui de l'énergie, importance comparable aujourd'hui et pour demain à celle des questions de transports autrefois. En fait, il me semble que les houillères, les nappes de gaz naturel et de pétrole assumeront pour le Canada une importance comparable à celle de nos champs de blé dans le passé. J'estime que les oléoducs, les gazoducs, les pipe-lines de coulis de houille, et les lignes de transport à haute tension auront à l'avenir l'importance qu'avaient par le passé, les chemins de fer, les lignes aériennes et les voies navigables.

Le Canada est doté d'un potentiel énorme sur le plan des richesses naturelles—et je souligne le mot «potentiel». Mais il ne nous sera pas facile de les mettre en valeur. Ce ne sera pas une énergie bon marché. A tout prendre, il sera difficile d'abord, de repérer les gisements potentiels, ensuite, de les exploiter, et enfin de les transporter vers les marchés car, pour la plupart, ces ressources se trouvent dans des endroits très éloignés des centres de consommation.

● (1242)

Nous, au Canada, disposons d'un avantage qui échappe à bien des pays sinon à la plupart. Nous avons l'avantage de mettre en œuvre nos connaissances techniques et l'occasion de nous servir de ressources financières, de moyens de gestion et de la main-d'œuvre pour entreprendre des projets vraiment importants, des projets qui peuvent avoir un effet décisif sur notre avenir. Ces projets, pour la plupart, visent à réduire notre dépendance à l'égard du pétrole importé.

Comme les députés le savent, le pétrole représente près de 50 p. 100 de l'énergie primaire consommée au Canada. Les députés savent également que nous devons compter de plus en plus sur le pétrole importé pour satisfaire nos besoins en énergie. Par exemple, ces six derniers mois, nous avons importé près de 600,000 barils de pétrole par jour. Notre avenir économique, même notre avenir d'État fédéral, dépendra de la façon dont nous résoudrons nos besoins énergétiques, de la façon dont nous réussirons à devenir un pays autonome. Car il ne faut pas s'y tromper, monsieur l'Orateur, il se dessine une crise énergétique qui est peut-être toute proche. Le grand public ne s'en rend peut-être pas compte. Ce n'est peut-être pas différent à bien des égards de l'iceberg qui a fait sombrer le *Titanic*. Même si le public ne le perçoit pas ou en a faiblement conscience, le danger est là. Et je pense que cette inconscience ne fait qu'aggraver le danger. Je rappellerai aux députés le sondage Gallup publié il y a deux jours. Près de 50 p. 100 des Canadiens estiment que nous n'aurons pas à faire face à une grave crise énergétique au cours des cinq prochaines années. La chose échappe totalement à la population.

[M. Gillespie.]

Il n'y a pas très longtemps, cela ne fait pas deux semaines, j'ai eu l'honneur de présider les séances de l'Agence internationale de l'énergie de niveau ministériel. Pareille réunion à un tel niveau n'avait pas eu lieu depuis deux ans et demi. Étaient présents les ministres de 19 pays, la plupart étant des pays importateurs de pétrole et grands consommateurs d'énergie. Je pense que deux grands thèmes ont dominé nos entretiens. D'abord, une réalité évidente, soit que nous n'aurons pas le choix en ce qui concerne notre consommation d'énergie, surtout notre consommation de pétrole. Nous pouvons choisir la façon de la réduire, mais nous serons obligés de le faire. Car si nous ne prenons pas nous-mêmes des mesures pour économiser l'énergie, pour trouver des substituts, mettre au point de nouvelles sources et réduire la consommation du pétrole importé, il y en a d'autres qui décideront à notre place.

Un deuxième aspect de cette dure réalité, c'est que tous les ministres des pays de consommation ont reconnu explicitement dans la plupart des cas que le problème essentiel, c'est de faire prendre conscience à leurs compatriotes de la crise imminente qui nous guette, cette crise de l'énergie qui se dessine, et d'obtenir l'appui nécessaire du public pour pouvoir introduire des mesures qui permettraient d'éviter une crise comme celle que j'ai décrite. La plupart des pays industrialisés prévoient une crise vers l'année 1985, époque à laquelle les pays de l'OPEP ne pourront plus continuer à fournir assez de pétrole pour répondre aux besoins de l'économie occidentale. La croissance économique du monde occidental est liée à la hausse de la consommation d'énergie.

C'est pour éviter cette crise que les ministres ont pris la décision de limiter les importations de pétrole. L'objectif premier était fixé à 26 millions de barils par jour, alors qu'aujourd'hui il est de 22 millions de barils. Le Canada, comme nombre d'autres pays, s'est engagé lui aussi à limiter ses importations de pétrole d'ici là. L'autre engagement, comme nous l'avons exposé dans «Une stratégie de l'énergie pour le Canada», il y a un peu plus d'un an, est de réduire nos importations d'un tiers de notre consommation, ou de la limiter à 800,000 barils par jour, selon le moindre de ces deux montants.

Mais ici encore, qu'il n'y ait pas de malentendu, monsieur l'Orateur: si nous ne parvenons pas—nous, c'est-à-dire le monde occidental—à saisir toute l'ampleur du problème, et si nous ne savons pas y faire face, les changements inévitables qui se produiront seront beaucoup plus graves. Nous avons le choix de prendre les mesures voulues pour rendre le mal moins cuisant, réduire les coûts et ménager la meilleure transition possible entre l'économie de croissance continue d'hier, qui gaspillait l'énergie, et celle de demain.

Si nous ne savons pas résoudre ce problème, le niveau de vie des Canadiens, comme des peuples des autres pays, s'en trouvera profondément touché. Un tel échec aurait également des répercussions graves sur le commerce mondial. Nous voyons déjà se dessiner des attitudes protectionnistes dans l'ensemble des échanges. Une grande partie de ces mesures protectionnistes ont été prises pour compenser les frais d'importation de pétrole dont les pays doivent de plus en plus financer le déficit, car il n'ont pas su accroître suffisamment leur compte d'exportation pour couvrir les frais de plus en plus importants des importations de pétrole.